



DES EMPLOIS INDUSTRIELS DE QUALITÉ MAINTENANT!

Les travailleurs de l'industrie appellent
les décideurs politiques à passer à l'action :




DES EMPLOIS INDUSTRIELS DE QUALITÉ COMME BOUSSOLE POUR LA TRANSFORMATION INDUSTRIELLE !

Les élections au Parlement européen de 2024 auront lieu à un moment décisif pour les travailleurs de l'industrie en Europe.

L'industrie et les travailleurs d'Europe sont en grande difficulté face aux multiples crises actuelles, à savoir les retombées de la pandémie, les perturbations de la chaîne d'approvisionnement, la guerre ainsi que la crise de l'énergie et du coût de la vie. En parallèle, l'extrême droite gagne du terrain.

Les travailleurs craignent pour leurs emplois, leurs salaires et leurs conditions de travail.

Ceux-ci reçoivent une part de plus en plus insignifiante des gains économiques alors que les bénéfices ne font qu'augmenter. Cette situation s'inscrit dans un contexte de numérisation, de décarbonation et de tensions économiques mondiales croissantes. Le déficit commercial de l'Europe a atteint la somme de 430 milliards d'euros sous l'effet des importations d'énergie et des pertes industrielles. L'urgence de la lutte contre le changement climatique s'ajoute à la complexité de la situation, la voie vers la neutralité carbone étant désormais inscrite dans la loi.



L'action climatique est urgente, mais
les travailleurs ont besoin d'un soutien accru
pour faire face aux profondes mutations et
s'adapter aux nouveaux emplois.

Le plan industriel du pacte vert présenté par la Commission européenne établit des objectifs pour les technologies clés, assouplit les règles relatives aux aides d'État et met l'accent sur le développement des compétences, mais cette réponse implique également une déréglementation importante. Le plan industriel a été vivement critiqué pour privilégier les investisseurs privés au dépend du bien-être des travailleurs. De plus, les règlements financiers de l'UE menacent d'aggraver la situation et de conduire à des mesures d'austérité. En résumé, nous sommes confrontés à une situation où la déréglementation agressive et la compétitivité low-cost menacent d'affaiblir l'industrie et d'accentuer les inégalités sociales et économiques.

Mais une autre solution existe !

Au vu de l'instabilité croissante, **nous avons impérativement besoin d'un plan industriel européen proactif conçu pour créer des emplois industriels de qualité.**

Un tel plan doit s'appuyer sur l'investissement, la solidarité, les emplois de qualité et l'innovation, en accord avec nos engagements climatiques.

En tant que fédération européenne des travailleurs dans les industries manufacturières, des mines et de l'énergie parlant au nom de 7 millions de travailleurs dans 39 pays à travers l'Europe, industriAll Europe propose **huit solutions clés** pour concrétiser ce plan.

1. L'ÉTAT DE DROIT DOIT IMPLIQUER LE RESPECT DES DROITS DES TRAVAILLEURS ET DES SYNDICATS

La démocratie industrielle est le fondement de la démocratie civique. L'Etat de droit est la base d'un tissu industriel fort et résilient en Europe. Nos droits au rassemblement, à la grève et à l'adhésion à un syndicat sont non négociables. La Commission européenne doit les défendre dans tous les États membres. Le démantèlement des syndicats et la répression des syndicalistes sont inacceptables.

2. LES POLITIQUES DOIVENT ÊTRE GUIDÉES PAR UNE BOUSSOLE POUR DES EMPLOIS DE QUALITÉ

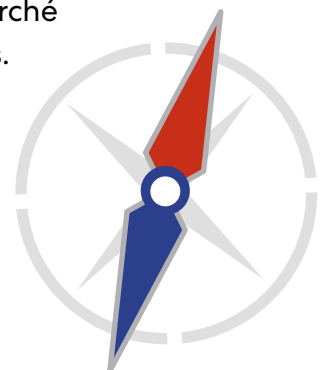
Dans un contexte du marché du travail tendu, l'UE devrait employer tous les moyens disponibles pour améliorer la qualité de l'emploi, renforcer les négociations collectives, augmenter le pouvoir d'achat et stimuler le développement et le perfectionnement des compétences de la main-d'œuvre existante, en garantissant des transitions justes au sein et entre les industries. Ces conditions doivent être garanties pour tous les travailleurs à travers un cadre légal de l'UE pour une transition juste soutenant l'anticipation et la gestion des changements dans nos industries.

3. UNE FORMATION POUR LA SÉCURITÉ DE L'EMPLOI

Tous les travailleurs devraient avoir un droit à la formation de qualité. Les opportunités d'apprentissage tout au long de la vie à toutes les étapes de la carrière sont essentielles pour empêcher l'érosion des compétences et soutenir la sécurité de l'emploi de chaque travailleur dans les transitions industrielles. La formation doit être axée sur les résultats de l'apprentissage et doit déboucher - dans la mesure du possible - sur une qualification validée par des systèmes de reconnaissance et de certification transparents et clairs qui permettent la comparabilité.

4. UN VÉRITABLE PROGRAMME D'INVESTISSEMENT INDUSTRIEL POUR TOUTES LES RÉGIONS, SANS CHÈQUE EN BLANC

Nous avons besoin d'un véritable plan d'investissement industriel européen à la hauteur du défi, pour faire progresser les chaînes de valeur dans le domaine des technologies propres, en s'appuyant sur la solidarité et un plan pour des emplois de qualité dans chaque région. L'utilisation des aides d'État comme principal mécanisme de financement public pour l'industrie menace de fragmenter davantage le marché intérieur et d'accentuer les inégalités entre les pays et les régions. Les conditionnalités sociales doivent garantir que le soutien octroyé à travers les instruments politiques, les aides d'État ou les fonds européens se traduise par des emplois de qualité en Europe soutenus par des relations sociales fortes et stables. L'argent public n'est pas mis à disposition pour subventionner des dividendes excessifs, des primes de PDG ou des programmes de rachat d'actions.



5. UN DROIT À L'ÉNERGIE POUR TOUS, À LA MAISON ET AU TRAVAIL

Grâce à des politiques énergétiques européennes qui garantissent l'accès à une énergie décarbonée et abordable, et à une réforme en profondeur de la réglementation du secteur de l'énergie qui réponde aux besoins des ménages et de nos industries.

6. CRÉER DES EMPLOIS DE QUALITÉ TOUT AU LONG DE LA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT POUR GARANTIR DES CONDITIONS DE CONCURRENCE ÉQUITABLES AU NIVEAU INTERNATIONAL

Des conditions commerciales équitables doivent être mises en place entre l'UE et ses partenaires économiques, notamment en déployant tous les efforts afin de garantir des conditions de concurrence équitables pour la décarbonation et les partenariats pour l'approvisionnement en matières premières, tout en respectant les objectifs de développement durable des Nations unies et les droits de l'homme dans les pays tiers.

7. UNE COHÉRENCE POLITIQUE POUR LA DÉCARBONATION ET LA CIRCULARITÉ SANS DÉSINDUSTRIALISATION

Un suivi étroit des politiques climatiques et énergétiques de l'UE et de leur impact sur l'industrie afin d'utiliser les dispositions législatives existantes pour réviser et adapter la législation, si nécessaire, sans compromettre l'objectif de réduction des émissions et de promotion de l'économie circulaire.

8. NOTRE AVENIR NE SE DÉCIDERA PAS SANS NOUS

Le dialogue social et la participation des travailleurs sont indispensables à la création d'industries résilientes à tous les niveaux (de l'entreprise, sectoriel, national et européen). Un observatoire européen de la transition juste doit être créé pour suivre de près la double transition, avec la pleine participation des syndicats.



Suivez les nouvelles de notre campagne:

www.industrial-all-europe.eu